



Toulouse le 11 mai 2021

Objet : Actualités Sociales

L'HUMA 23 avril 2021 : par Denis Lalys (Secrétaire général de la Fédération des personnels des organismes sociaux FNPOS), Bernard Friot (Sociologue et Economiste, auteur de l'ouvrage « Le Travail, enjeux des Retraites, la Dispute 2019 ») et Catherine Mills (Economiste et Directrice de la revue Economique et Politique)

DL : Les valeurs de la Sécurité Sociale sont justes et elle reste une idée neuve, confortée dans cette crise sanitaire. On vient au monde avec la Sécu. Depuis 75 ans elle fait partie intégrante de la vie quotidienne de chaque Français. Depuis sa création, la Sécurité Sociale n'a cessé d'être un enjeu de la lutte des classes. Tous les arguments sont bons pour détricoter petit à petit cette formidable innovation sociale.

BF : « Défendre la Sécu contre les attaques » mène à la défaite. Il s'agit de mobiliser sur notre terrain. Il faut construire un régime unifié qui regrouperait les moyens et les personnels de l'UNEDIC, des régimes de retraite de CPAM et CARSAT, et des minima sociaux des CAF. Il faut reprendre la dynamique d'unification de 1946.

CM : Les ordonnances de 1967 organisent le démantèlement de la Sécurité Sociale et renforcent le pouvoir du patronat dans la gestion des caisses. Il faut une nouvelle innovation sociale au sein de la Sécurité Sociale et « au-delà » de la Sécu. Un nouveau financement promouvant la cotisation sociale. Il faut avoir un plan de reconquête et de promotion de la Sécurité Sociale. La politique familiale doit répondre à l'évolution des familles. La crise sanitaire exige une réforme de notre système de santé. La gestion et le financement de l'hôpital doivent être transformés. Bâtir un projet de Sécurité, d'emploi et de formation.

AEF Info 23 avril 2021 : Le prix médian d'un place en EHPAD en France s'élève à 2004 euros par mois en 2019 (étude CNSA) soit une progression du prix de l'hébergement de 1,39% (27€ par mois).

Média Social 30 avril 2021 : La CNSA lance un appel à candidature pour recruter les membres du nouveau « laboratoire des solutions de demain ».

AEF 27 avril 2021 : La loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification est publiée au JO. Elle concrétise les mesures non budgétaires issues des conclusions du Ségur de la Santé de juillet 2020. Elle vise à poursuivre la modernisation du système de Santé et à la coopération. Elle crée le service d'accès aux soins (SAS) et prévoit des mesures sur la gouvernance des organismes régis par le code de la mutualité.

Le Figaro 4 mai 2021 : 170 nouveaux termes sont entrés dans l'édition 2022 du *LAROUSSE* comme *ASYMPTOMATIQUE – BATCH COOKING – CLICK AND COLLECT – CLUSTER – CORONAPISTE – COVID 19 – EMOJI – MOCKTAIL – NASOPHARINGE – QUATORZAINE – RACISER – TELETRAVAILLER – PATIENT ZERO – ETC* Ils sont le reflet de la société actuelle.

PSI Information 5 mai 2021 : La proposition de loi sur la Santé au Travail passera en juin au sénat.

Le Monde 10 mai 2021 : Le gouvernement prévoit de supprimer l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales) l'IGA (Inspection Générale de l'Administration) et l'IGF (Inspection Générale des Finances) en même temps que l'ENA dans le cadre de la réforme de la Fonction Publique qui sera présentée en Conseil des Ministres le 26 mai prochain.

Le Média Social 7 mai 2021 : Lors du deuxième comité de suivi de la stratégie nationale des aidants 2020/2022, le gouvernement a indiqué « envisager de nouvelles mesures pour faciliter le travail des aidants ».

Le Monde 10 mai 2021 : Un collectif de représentants de services des urgences et de responsables politiques appelle à une réforme visant à « distinguer clairement l'urgent du non-urgent » et souhaite la mise en place d'un numéro unique d'appel d'urgence (le 112).

La Dépêche 10 mai 2021 : Elisabeth Toutut – Picard – Députée de la 7^{ème} circonscription de la Haute-Garonne préside le groupe Santé-Environnement qui a inspiré le contenu du quatrième plan national Santé-Environnement (PNSE4). Ce plan poursuit 4 objectifs, pour les 5 prochaines années : Permettre à chacun d'être mieux informé et d'agir pour protéger sa santé et celle de son environnement, réduire les expositions environnementales et leur impact sur la santé et celles des écosystèmes, impliquer davantage les collectivités, mieux connaître les expositions tout au long de la vie et comprendre les effets de la pollution de l'environnement sur la santé, grâce à la recherche.